

---

# *Déclaration*

---

95/14

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION  
DE  
L'HONORABLE LLOYD AXWORTHY,  
MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES,  
À L'OCCASION DU SOMMET MONDIAL  
POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL**

**COPENHAGUE (Danemark)  
Le 9 mars 1995**



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

**Canada**

Une des caractéristiques d'une communauté consiste à veiller au bien-être des membres qui la constituent. Cette semaine, la communauté internationale s'est réunie précisément à cette fin, à savoir trouver des moyens d'améliorer le bien-être de ses membres, et ce, à un moment où ils voient leur façon de travailler et de vivre se transformer radicalement. L'impact de la nouvelle économie sur la vie des gens est en effet profond et d'une grande portée.

C'est une économie où les mouvements de capitaux se font en microsecondes, souvent commandés par des ordinateurs déjà programmés. C'est une économie où la technologie est en voie de remplacer l'être humain et où l'information remplace les biens et services comme catalyseur de la richesse. C'est une économie où les pays et leurs gouvernements ont du mal à répondre aux exigences des marchés financiers internationaux et des courtiers en obligations. Ce degré de perfectionnement technologique contraste cependant avec le fait que plus de la moitié de la population mondiale n'a jamais utilisé le téléphone.

Dans tous les pays et tous les segments dans la population, cette nouvelle économie a créé une insécurité jusque-là inconnue. La nature de cette insécurité a été bien cernée dans un article paru récemment et dont voici un passage :

Les préoccupations fondamentales sont le travail et les moyens de subsistance, la sécurité des personnes et des biens ainsi que la stabilité dans la vie publique et privée qui permet à l'individu de penser à demain au lieu de vivre au jour le jour.

Depuis la fin de la guerre froide, la communauté internationale est bien consciente que la sécurité ne se définit plus en termes d'armements ni de puissance militaire. La sécurité mondiale englobe maintenant la sécurité des personnes, leur droit de vivre dans un environnement propre et sûr, et l'accès à des moyens de subsistance durables pour elles-mêmes, leurs familles et leurs communautés.

Nous sommes réunis ici cette semaine en tant que partenaires : membres de gouvernements ainsi que représentants des secteurs public, privé et bénévole pour étudier l'impact réel de la nouvelle économie sur des vies humaines. Notre tâche consiste à explorer ensemble des moyens de réformer, de restructurer et de rebâtir les communautés dans lesquelles nous vivons. Il est clair que la seule façon d'aborder le facteur humain dans la nouvelle économie mondiale réside dans des solutions multilatérales, multiculturelles et multidimensionnelles.

**Le déficit humain : chômage et pauvreté**

La transformation de l'économie a exacerbé trois grands fléaux sociaux de notre époque : le chômage, la pauvreté et l'exclusion sociale. Ce n'est pas le fait du hasard s'il s'agit là des trois

grands enjeux du Sommet. Ils constituent un déficit humain auquel il faut s'attaquer avec autant de vigueur et de détermination qu'en ont mis beaucoup d'entre nous à corriger leur déficit financier.

En fait, ce sont les deux facettes du même problème. Certes nous devons régler les déficits financiers et les problèmes d'endettement si nous voulons assurer la stabilité à long terme de nos économies respectives, mais il faut bien comprendre qu'à moins de corriger parallèlement le déficit humain, tout progrès sur le plan économique sera vain. En somme, le développement social et le développement économique sont indissociables. Toute action visant l'un ou l'autre uniquement est vouée à l'échec.

Au Canada, la semaine dernière, nous avons pris des mesures sévères à l'occasion du nouveau budget pour commencer à corriger notre déficit financier. Nous avons également entrepris de restructurer de fond en comble nos programmes sociaux de façon à ce qu'ils répondent mieux aux besoins des Canadiens. L'important n'est pas combien nous consacrons à nos programmes, mais plutôt comment nous dépensons cet argent. Comme le rapport du PNUD [Programme des Nations Unies pour le développement] sur le développement humain pour l'année 1994 l'indique : « Ce n'est pas tant le niveau de revenu qui compte - c'est aussi l'utilisation qui est faite de ce revenu. »

#### **Quelques solutions possibles pour s'attaquer au déficit humain**

J'aimerais prendre quelques minutes pour expliquer comment le Canada cherche à solutionner son déficit humain à l'intérieur de ses frontières. Notre croyance dans la dignité dérivée du travail guide notre recherche de réponses aux besoins des gens. La réforme de nos programmes sociaux repose sur un moyen d'action important : ramener les gens sur le marché du travail. Elle se divise en cinq grands thèmes :

#### *Compléter le soutien du revenu par des mesures concrètes de retour au travail*

Même si nous continuerons à assurer un soutien du revenu aux personnes sans emploi, il faudra de plus en plus faire reposer nos programmes sur des mesures concrètes de retour au travail au lieu de s'en tenir uniquement au soutien du revenu.

Dans certains cas, il faudra aplanir des obstacles, par exemple offrir des services de garde abordables pour que les chefs de famille monoparentale, surtout des femmes en l'occurrence, puissent travailler à l'extérieur. Dans d'autres cas, il s'agira de fournir un supplément du revenu pour ramener les gens sur le marché du travail. Mentionnons aussi la contribution de notre programme de jeunes qui travaillent à améliorer l'environnement, alphabétisent des gens ou contribuent à leur communauté de

multiples façons.

*Le rôle de la société civile dans la lutte contre le déficit humain*

À mesure que la technologie déplace un grand nombre de travailleurs au gouvernement, dans les services et dans le secteur manufacturier, la question qui revient constamment est la suivante : où trouver de nouveaux emplois?

La société civile, appelée aussi le-troisième secteur, apporte peut-être une réponse. Le travail à accomplir dans nos communautés ne manque pas. Or, un grand nombre de personnes sans emploi sont à la recherche d'un travail intéressant.

Le troisième secteur est le moyen de faire ce lien. Nous devons redéfinir ce qu'est le travail, puis trouver des moyens innovateurs de rémunérer les travailleurs dans ce nouveau domaine d'emploi en leur versant un salaire social. Il faut envisager de nouvelles formes de répartition et de partage du travail et d'entrepreneuriat communautaire.

*Nouvelles façons de gouverner - Autonomiser les communautés et les individus*

Cette optique commande une redéfinition du rôle du gouvernement et de ses rapports avec ses citoyens. Une chose est claire dans la nouvelle économie où la technologie confère un pouvoir accru à l'individu : l'ancienne bureaucratie, centralisée et verticale, ne fonctionnera plus.

Nous devons dans toute la mesure du possible faire en sorte d'utiliser les fonds publics pour servir les gens et non les bureaucraties. À tous les niveaux de gouvernement, il faudra acheminer l'aide vers les personnes concernées le plus directement possible - les laisser choisir le chemin du travail qui leur convient.

Il sera fondamental dans notre réforme des programmes sociaux au Canada de repenser et de restructurer notre système de manière à conférer plus de pouvoir aux communautés et aux individus. Nous y parviendrons en confiant des ressources et des pouvoirs de décision à ceux qui sont le plus près des gens desservis par les programmes sociaux. Cette formule est déjà appliquée. Chez moi, à Winnipeg, il existe un centre de ressources qui est exploité par et pour des chefs de famille monoparentale.

*Une économie basée sur l'information - Assurer à chacun sa part de la nouvelle richesse*

Nous devons aussi nous interroger sérieusement sur les vrais bénéficiaires de la richesse engendrée par la nouvelle économie.

Un changement profond est en voie de transformer la base de l'économie et de la culture canadiennes. La technologie, avec ses câbles à fibre optique, ses réseaux de terminaux d'ordinateurs et ses écrans de télévision interactive, a ramené le monde à des dimensions plus petites que jamais. Une foule de gens participent en direct à une facette ou l'autre de la vie politique, sociale et économique.

En ce moment, chez nous comme à l'étranger, la technologie profite énormément à ceux qui s'en servent. Aujourd'hui, environ 30 p. 100 des travailleurs dans les pays industrialisés constituent la nouvelle aristocratie technologique. Les 70 p. 100 qui restent, comme Abe Rosenthal les a récemment décrits dans un éditorial du *New York Times*, sont des gens inquiets, irrités qui se cherchent et s'empêchent.

Il importe de faire en sorte que la richesse et les nouvelles perspectives créées par les technologies de l'information profitent à tous. Pour cela nous devons actualiser le système de taxation. Un examen de mesures originales comme la taxe Tobin est nécessaire.

#### *S'attaquer au déficit humain : la dimension internationale*

Ces considérations nationales sont chapeautées par une dimension mondiale. De plus en plus, les pays dépendent les uns des autres pour assurer le bien-être de leurs citoyens. Trop souvent, les efforts d'un pays un jour sont effacés par les mouvements de capitaux sur les marchés internationaux le lendemain.

L'aide au développement est un élément primordial du développement social international. Nos programmes d'APD [Aide publique au développement] doivent viser deux grands objectifs : concentrer les ressources sur la réduction de la pauvreté et faire en sorte que les sommes d'argent profitent directement aux populations concernées.

Le Canada a défendu activement la proposition 20/20. De fait, suite à l'examen récent de notre politique étrangère, nous nous sommes engagés à consacrer 25 p. 100 de l'APD aux besoins humains fondamentaux.

De plus, nous devons envisager à nouveau une réforme fondamentale du système financier international. Je suis heureux d'annoncer aujourd'hui que le premier ministre du Canada, qui sera l'hôte de la réunion du G-7 en juin à Halifax, a mis en tête de ses priorités l'examen des institutions financières internationales et des marchés financiers pour assurer une certaine stabilité du système et protéger les pays contre les bouleversements économiques soudains comme ceux que nous avons connus récemment.

Il est évident que la solution à ces problèmes revêt un caractère

international. Nous espérons que les idées discutées à Halifax seront pour tous les pays un moyen de contribuer à la réalisation de leurs programmes économiques et sociaux.

Les résultats de cette conférence, conjugués aux conférences de l'ONU [Organisation des Nations Unies] portant sur les enfants, l'environnement et le développement, les droits de la personne, la population et le développement, et à la conférence sur les femmes qui aura lieu prochainement, donnent lieu à un dialogue très important sur le rôle de l'ONU.

Alors que l'ONU célèbre cette année son 50<sup>e</sup> anniversaire, il semble tout indiqué de revoir le rôle de cette organisation. La guerre froide étant terminée, il convient peut-être d'axer le rôle de cette tribune multilatérale sur la sécurité de la personne autant que sur celle de l'État-nation.

### Conclusion

Pour conclure, permettez-moi de rappeler que nous sommes ici pour trouver une solution au déficit humain engendré par la nouvelle économie, à savoir le chômage et la pauvreté. Si nous parvenons à garantir la stabilité à long terme de nos économies par une saine planification financière, doublée de politiques axées sur les besoins des gens, nous aurons franchi un grand pas pour ce qui est de répondre aux impératifs de la nouvelle économie et de susciter un sentiment de sécurité parmi nos citoyens.

Et à cette fin, il ressort clairement que seule la coopération internationale apportera des solutions. J'ai entendu la voix de ceux qui disent qu'il est impossible que cette coopération se produise. Les sceptiques doutent de la volonté politique.

Mais dernièrement j'ai rencontré une jeune femme retournée à l'école pour apprendre à lire. Après quelques semaines de découragement, elle s'est étonnée un jour de voir qu'elle pouvait, pour la première fois, aider sa petite fille de sept ans à faire à ses devoirs. Elle m'a confié que cela lui a fait comprendre qu'il ne faut jamais se décourager d'atteindre la lune. Même si vous n'y parvenez pas, vous serez quand même au firmament.

Merci Monsieur le président.